



LE MANS, le 30 MARS 2021

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN
Service Urbanisme - Foncier**

Service Instructeur LE MANS METROPOLE
Dossier suivi par: Catherine GAILLARD
Tél. 02.43.47.45.50
Email. catherine.gaillard@lemans.fr

**SCI DU POINTU
Monsieur Julien FALGOUX
13 rue de Sarliève
63800 CURNON D'AUVERGNE**

**Renseignements
tous les jours le matin et
sur rendez-vous l'après midi.**

N° Dossier: **PC 72181 21 Z0064**
Demande reçue le: **12/03/2021**
Demandeur: **SCI DU POINTU**
Monsieur Julien FALGOUX
Adresse des travaux:
**Avenue du Panorama
72100 LE MANS**

RECOMMANDE AVEC A.R.

OBJET : Demande de pièces complémentaires et modification du délai d'instruction de Permis de Construire

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la demande de Permis de Construire dont les références se trouvent dans le cadre ci-dessus, a été enregistrée.

Toutefois, je ne peux entreprendre l'instruction de ce dossier car celui-ci est **incomplet**. Il convient donc que vous me fassiez parvenir rapidement, l'ensemble des pièces précisées ci-dessous :

· **PC02 - Un plan de masse des constructions faisant apparaître les places de stationnement avant travaux (Article R.431-9 du code de l'urbanisme). Fournir : 1 exemplaire par dossier**

· **PC11 - L'étude d'impact ou de la décision de dispense d'une telle étude pour les aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus (Article R.431-16 a du code de l'urbanisme). Fournir : 1 exemplaire par dossier**

· **Modifier le tableau 5.5 du cerfa en indiquant la destination du bâtiment après travaux. La destination du bâtiment ne semble pas être à usage de service public ou d'intérêt collectif. Fournir : 1 exemplaire par dossier**

Si les pièces complémentaires n'étaient pas fournies dans leur totalité **dans un délai de trois mois** à compter de la date de la réception de la présente lettre, votre demande fera l'objet d'une décision tacite de rejet.

Le délai d'instruction de cette demande ne court qu'à réception d'un dossier complet et est fixé comme suit :

- Délai de droit commun (R.423-23) : 3 Mois
- Permis de construire portant sur des travaux relatifs à un établissement recevant du public et soumis à l'autorisation prévue à l'article L.111-8 du CCH (R.423-28) : 5 Mois

- **Délai retenu**

5 Mois

SI AUCUNE DECISION NE VOUS A ETE ADRESSEE AVANT CETTE DATE, CE SILENCE VAUDRA DECISION TACITE D'ACCORD.

Les travaux ne peuvent être entrepris, conformément au projet autorisé, qu'à compter de la décision expresse ou tacite de construire. Il vous est recommandé, dans le cas de décision tacite, de vous assurer, auprès de mes services, de la légalité dudit permis, avant toute construction. Il vous sera, dans cette éventualité, délivré, une attestation certifiant qu'aucune décision de refus n'a été prise à votre insu. En effet, si l'accord tacite était irrégulier, il devrait être retiré et les tribunaux pourraient vous astreindre à démolir la construction entreprise et prononcer des peines.

Si au cours de l'instruction de votre dossier, il s'avère que le délai que je vous ai indiqué ci-dessus doit être majoré pour tenir compte de certains éléments de ce dossier non prévisibles à l'origine, je vous adresserai une lettre rectificative vous indiquant la nouvelle date avant laquelle la décision devra intervenir.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

L'Adjoint au Maire,
délégué



Christophe COUNIL

Copie de la présente lettre est transmise au Préfet

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.